

### EDITORIAL

#### Inflation, salaire, services publics...voilà les priorités des communistes pour la rentrée

Macron a décidé de placer la rentrée politique sous le signe des pires stratagèmes politiques. Après le débat sur l'abaya, la tentative d'union nationale, place au référendum sur l'immigration ! C'est un nouvel écran de fumée destiné à éviter de parler des sujets qui fâchent. Quand l'inflation est au plus fort, que les salaires ne suivent pas et que les services publics sont dégradés comme jamais, ce sont des millions de travailleurs, étudiants et retraités qui basculent vers la misère. Voilà, pour nous communistes, la priorité de cette rentrée.

#### Face à l'inflation : hausse des salaires et nationalisations

Depuis le début de l'année 2022 l'inflation cumulée tous produits confondus s'élève à 11%. C'est environ le double pour les produits alimentaires. Les prix de l'énergie ont explosé, que ce soit l'essence, le gaz ou encore l'électricité qui vient de connaître une nouvelle hausse de 10% cet été (voir notre article en page 3). Les salaires, pensions et minimas sociaux ne suivent pas, loin de là.

A entendre le gouvernement, cette inflation galopante serait une fatalité liée à des phénomènes extérieurs (la guerre en Ukraine, le réchauffement climatique...). La réalité est bien différente. Une bonne partie de l'inflation est liée à un comportement opportuniste des grands groupes capitalistes qui profitent de la situation pour réaliser des profits sans précédents. Les seules entreprises du CAC40 ont réalisé en 2022 un profit cumulé de 150Mds€, un niveau jamais égalé. Total à quant à lui engrangé 20Mds€ de profit sur l'année. Quand on passe à la pompe, c'est l'actionnaire qu'on paye !

Il est plus qu'urgent d'agir. Nous portons la revendication d'une revalorisation générale des salaires au-dessus de l'inflation pour permettre à chacun de vivre dignement. Nous appelons aussi à la nationalisation des secteurs clés de l'économie pour mettre fin à ces comportements de prédation. Le secteur énergétique, par exemple, doit assurer la réponse aux besoins des travailleurs et de l'économie et non aux intérêts privés capitalistes.

#### Pour un plan d'investissement massif dans les services publics

Du côté de l'éducation, la rentrée a de nouveau été marquée par un manque massif d'enseignants. La faiblesse des rémunérations et la dégradation générale des conditions de travail en est la cause. Le nouveau ministre Attal a beau nier le problème, la réalité s'impose : des milliers d'élèves n'ont pas d'enseignants depuis la rentrée (voir l'article en page 4). En Haute-Savoie ce problème est particulièrement criant du fait de la vie chère.



Le constat est le même du côté de la santé. En Haute-Savoie pendant tout l'été une « régulation » a été mise en place pour accéder aux urgences. En d'autres termes, impossible de s'y rendre directement sans y avoir été orienté par le 15. C'est le résultat direct d'un manque massif de soignants. Si ce problème est national, il est une fois de plus particulièrement criant dans notre département. Pour aggraver encore un peu plus les choses, le gouvernement prévoit désormais de doubler les franchises médicales.

Les transports doivent aussi être une priorité, en particulier ici où les bouchons sont légion et la pollution dans les vallées un vrai problème. Le transport ferroviaire est une réponse. Nous appelons à la reconstruction d'un grand monopole public SNCF du rail et à de multiples investissements ferroviaires en Haute-Savoie (voir l'article en page 2).

Il est donc plus qu'urgent de lancer un plan d'investissement massif dans les services publics. Et qu'on ne vienne pas nous dire que les caisses de l'Etat sont vides quand le gouvernement vient de mettre 413Mds€ sur la table pour la nouvelle Loi de Programmation Militaire.

# NOTRE DÉPARTEMENT A PLUS QUE JAMAIS BESOIN DU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE

En bloquant la circulation vers l'Italie, la chute d'énormes blocs de roche en Savoie a aggravé la pollution dans la vallée de l'Arve puisque la circulation du trafic international a été détournée en grande partie vers le tunnel du Mont Blanc. La vallée avait déjà bien du mal à respirer sans cet apport supplémentaire de CO2 et autres pollutions dues à la circulation. Il est bien utile de rappeler que les scientifiques nous alertent sur sa responsabilité dans le réchauffement climatique, les sécheresses et le dérèglement du climat. La pollution aux particules fines tue environ 150 personnes chaque année dans nos pays de Savoie. Si ces rappels s'imposent, il n'est pas question de s'en tenir au constat. Il faut agir !

## **LA PRIORITÉ DOIT ÊTRE MISE SUR LE FRET FERROVIAIRE**

Même si elles sont bien insuffisantes pour absorber le trafic actuel, il est essentiel d'utiliser au maximum les possibilités de feroutage existantes. Les communistes soutiennent la construction de la liaison Lyon-Turin pour le transport de marchandises. C'est l'assurance de rendre le rail plus économique et rapide que la route pour les marchandises et ainsi faire disparaître une bonne partie des millions de camions qui passent en Maurienne et dans la vallée de l'Arve.

Avec le réchauffement climatique, ce projet Lyon Turin, datant des années 90, est donc devenu vital pour les habitants des départements Savoyards, comme pour les industries et le pays entier. Son coût est, au final, très relatif, quand on le



compare au coût de la pollution, aux investissements routiers et que l'on prend en compte sa longévité, son effet bénéfique sur la planète et la vie quotidienne des savoyards et hauts savoyards. Nous pensons indispensable d'interdire, à terme, la traversée des vallées aux camions hormis pour les livraisons locales.

Il est essentiel que tout cela se fasse uniquement dans le cadre du fret ferroviaire public SNCF et non pas avec tous les acteurs privés actuels qui sont avant tout présents sur le marché pour le profit. Cela passe donc par une reconstruction du fret ferroviaire public et le retour à un monopole SNCF pour le transport de fret et de voyageurs.

## **DE NOMBREUX EFFORTS SONT ENCORE À FAIRE POUR LE TRANSPORT DE VOYAGEURS**

La droite locale n'a cessé de donner la priorité à la route et particulièrement aux autoroutes pour le déplacement des travailleurs. On voit le résultat : bouchons, prix exorbitants (on peut citer l'exemple de la LIANE entre Annecy et Genève) et pollution.

Si la mise en service du Léman express doit être saluée comme un progrès cela reste bien insuffisant pour désengorger la circulation routière.

Un programme d'investissement public massif doit donc être lancé afin de permettre la modernisation des infrastructures pour qu'elles puissent répondre aux besoins actuels. Nous appelons également de nos vœux la mise en place d'un forfait transport pour réduire le besoin d'utiliser la voiture qui trop souvent ne transporte qu'un seul passager.

Une large partie du réseau actuel est constitué de voies uniques, réduisant fortement la capacité de trafic. Afin de mettre au niveau le système ferroviaire haut savoyard il faut donc d'abord commencer par envisager le doublement des voies de chemins de fer.

Nous proposons également que plusieurs chantiers soient mis à l'étude comme la construction d'un RER pour relier directement Annecy à Genève en 20 minutes ainsi qu'une autre ligne RER pour relier Groisy, Annecy et Rumilly ; le dédoublement des voies pour permettre le croisement des trains sur les lignes Bellegarde/Annemasse/Thonon et dans la vallée de l'Arve ; la réouverture de la portion Evian/Saint-Gingolph sur la ligne du Tonkin pour finir la ceinture ferroviaire autour du Léman.

Illustration : Cahier de l'IHS CGT 74, n°104.

# LE SCANDALE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ !

ÉNERGIE

Tout semble compliqué pour comprendre la fixation du prix de l'électricité mais surtout nos médias s'empresent de ne rien dévoiler. Imaginons que l'on remplace des KWH par des bonbons et vous verrez que même des enfants comprendraient l'arnaque.

Dans un lointain passé, à la sortie de la guerre on manquait de sucreries. Alors le ministre en charge de ce problème, communiste, décide de construire une grosse usine pour en produire une grosse quantité, la BDF (Bonbons de France). La BDF était un service public et elle fixait les prix en ne tenant compte que du coût de fabrication (1), du salaire des hommes et des femmes qui les fabriquaient (1), et des frais divers, investissement... (1). Le paquet coûtait 3. Alors la population en mangeait à sa faim et aucun de ces messieurs « intelligents et bien habillés » ne faisaient fortune dans ce secteur.

Alors ils se sont mis à expliquer qu'il fallait de la concurrence. Un seul vendeur ça ne suffit pas ; tous les économistes savent ça. C'est comme ça que marche l'économie ! Vous ne comprenez rien. Mais comment vendre quelque chose que l'on ne fabrique pas ou en si petite quantité ? Alors idée géniale ! Il faut que BDF vende à la concurrence une partie de sa production. C'est ce qui a été décidé par les « costumés » avec la complicité des gouvernants. Remarque : ils sont élus par nous.

Mais si BDF les vendait à 3 comment faire pour faire une marge de 1 ? Les vendre à 4 c'était perdu d'avance. Alors on continue. Ils décident que BDF sera obligé de vendre à 2 un quart de sa production. Une partie de la population est consciente et se demande : si BDF vend à perte que va-t-elle devenir ? Pas de soucis, la concurrence c'est top répèteront inlassablement les « costumés » dans les médias à leur solde. Les concurrents ont pu vendre à 3 même à 2 au début puis ensuite une fois les clients crédules pris au piège par des contrats on peut facilement passer à 6 ou 8 !

Mais plus ils achetaient des bonbons à BDF plus BDF perdait de l'argent. Moins elle entretenait son usine, moins elle produisait suite aux pannes. De plus le prix du marché s'est retrouvé indexé sur le prix du réglisse qui lui subissait une augmentation des prix suite aux conditions géopolitiques défavorables. Plus assez de bonbons, des bonbons trop chers alors encore une idée géniale ! Si on demandait à la population de baisser sa consommation de 10%, si on lui

demandait aussi de mettre la main à la poche pour retaper l'usine !

Voilà l'histoire ! Le prix de l'électricité c'est ça ! C'est un peu plus complexe quand même mais l'idée est là. Assez des larmes de crocodiles les « costumés » !



Ne soyons pas dupes ! Réagissons !

- Tout de suite STOP aux augmentations spéculatives qui enrichissent les capitalistes et leurs actionnaires.
- Exigeons qu'EDF soit nationalisée avec un statut d'Etablissement Public d'Intérêt Commun (EPIC) et pas sous forme de SA avec comme actionnaire unique l'Etat.
- Revenons au monopole public de production, de transport, de distribution de l'électricité. Ne privatisons pas nos barrages !
- Réinvestissons massivement dans le secteur nucléaire qui nous permet d'avoir un tarif accessible, dans le secteur des énergies renouvelables.
- Ne laissons pas aux traders, et donc au capital, la maîtrise du marché de l'électricité !

## LE PCF EN HAUTE-SAVOIE

### Section d'Annecy et bassin annécien

- Mail : pcf.annecy@proton.me
- Adresse : PCF Annecy, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy.

### Section du Chablais

- Mail : pcfchablais@gmail.com
- Site : lesgiboulesdemarx.blogspot.com
- Adresse : PCF Chablais, 5 boulevard des Trolliettes, 74200 Thonons-les-Bains

### Section du Faucigny

- Mail : pcffaucigny@orange.fr
- Section du Genevois
- Mail : pcfannemassegenevois@gmail.com

# UNE RENTRÉE SCOLAIRE PLACÉE DE NOUVEAU SOUS LE SIGNE DES PÉNURIES

*Vous retrouverez ci-dessous un extrait de notre lettre ouverte envoyée à Madame Véronique Riotton, députée de la 1ère circonscription de Haute-Savoie.*

Nous avons pris connaissance de vos propos tenus le mercredi 20 septembre à l'occasion d'une table ronde organisée à l'Assemblée Nationale sur le thème de la rentrée scolaire. Les syndicats enseignants y ont fait le constat d'une situation grave et incontestable en cette rentrée scolaire. Plutôt que des les écouter vous avez préféré, à l'image du ministre Attal, défendre l'indéfendable et nier toute réalité. Pire encore, vous avez été jusqu'à dire que si les enseignants rejetaient majoritairement le pacte c'étaient à cause des organisations syndicales qui faisaient pression sur eux. [...]

A écouter votre majorité, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Alors comment expliquez-vous que plus de 3 100 postes n'ont pas été pourvus aux concours de l'enseignement public cette année ? Comment expliquez-vous que, partout en France, des milliers et des milliers d'élèves n'ont pas d'enseignants depuis la rentrée ? S'il est impossible d'avoir des chiffres de la part du ministère ou des rectorats (et on comprend pourquoi), le SNES-FSU estime qu'il manquait à la rentrée au moins un enseignant dans la moitié des collèges et lycées du pays. La situation est tout aussi catastrophique dans le primaire.

Nous nous devons de vous alerter sur la situation locale qui est aggravée par les problèmes de vie chère. Partout dans le département, et donc dans votre circonscription, il manque des enseignants. Impossible de dire exactement combien car les chiffres ne sont pas rendus publics. Mais si vous voulez en avoir une idée, nous vous laissons vous rendre sur le site de Pôle Emploi où des dizaines d'annonces de recrutement de contractuels sont en ligne. [...]

Vous vous vantez d'avoir agi avec la mise en place du « pacte enseignant » à la rentrée. Il nous paraît bon de rappeler que ce pacte revient à une augmentation nette mensuelle de 95€ pour tous les professeurs et sans contrepartie. On est donc bien loin de la « revalorisation historique » annoncée par le ministre, surtout en ces temps d'inflation. Pour le reste, si les enseignants veulent plus, ils devront accepter de nouvelles missions. On en revient donc à la vieille doctrine sarkozyste du « travailler plus pour gagner plus » qui vous semble si chère. Mais

savez-vous quel est le temps moyen de travail actuel d'un enseignant ? Il s'élève à 44h hebdomadaires dans le primaire et 42h dans le secondaire. La barque semble donc déjà bien chargée !

Seul un plan massif d'investissement dans l'éducation sera à même de régler les problèmes. Le PCF porte la revendication d'une revalorisation salariale d'ampleur, et sans contreparties, de tous les personnels de l'éducation nationale. Un effort de recrutement doit être effectué afin de diminuer les effectifs dans les classes. Enfin, il est essentiel de revenir sur toutes vos contre-réformes qui ont participé à la dégradation du service public, en particulier le « pacte enseignant » et la réforme Blanquer du lycée. En ces temps où votre majorité met sur la table des centaines de milliards d'euros pour l'armée et la guerre et ne cesse de faire des cadeaux au patronat, ne venez pas nous dire que les caisses de l'Etat sont vides.

## LES ACTIVITÉS DU PCF74

- **18 Juillet : présence sur le tour de France à Passy.**
- **2 septembre : AG de rentrée fédérale**
- **7 septembre : présence à la Foire de Crête à Thonons-les-Bains.**



- **15/17 septembre : tenue du stand fédéral à la fête de l'humain.**
- **7 octobre : réunion fédérale sur la question européenne.**
- **13 octobre : manifestation interprofessionnelle.**

### POUR NOUS CONTACTER

journal.allobroges@gmail.com  
PCF74, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy

### LES ALLOBROGES DE HAUTE-SAVOIE

Directeurs de la publication :  
Loris Fontana et Jean-Philippe Robert